

— *Un frein pour les exportations de capitaux de la CEE vers les USA. Interdépendance accrue des capitaux au sein de la CEE*

Le SME constitue également une opération prudente visant à freiner les exportations de plus en plus importantes de capitaux communautaires vers les USA, phénomène particulièrement marquant au cours des cinq dernières années pour la RFA. Le circuit des exportations de capital est donc réorienté au profit des pays de la CEE eux-mêmes. Cette conséquence de l'instauration du SME ne va pas forcément directement dans le sens souhaité par les grands trusts ou par les grandes banques. Mais si le SME ouvre de nouvelles perspectives de placement au plan européen, il ne va pas non plus contre l'intérêt des milieux cités. Ce facteur favorise surtout un renforcement de l'« européenisation » du capital. Plus les capitaux des différents états nationaux d'Europe occidentale s'interpénètrent, et plus les intérêts matériels se font pressants qui plaident en faveur d'une « unification » de l'Europe occidentale¹⁷.

7. Juillet 1978 à février 1979 : le désordre monétaire s'accroît. Menace d'une récession économique américaine

La raison officielle qui fut invoquée pour l'ajournement de la mise en place du SME prévue pour le 2 janvier 1979 fut la position de la France par rapport à la politique agricole commune. Mais ceci n'était qu'un prétexte. Plus important était à notre avis le fait que, depuis l'élaboration du SME, les conditions qui devaient permettre sa réalisation, s'étaient passablement dégradées : les tendances inflationnistes — partout dans le monde et également aux USA — s'affirmant, l'économie impérialiste mondiale est à nouveau parvenue au point où une politique de restriction et une nouvelle récession économique mondiale sont à l'ordre du jour. Le dollar poursuit sa chute libre et même au sein de la CEE on assiste à des évolutions divergentes au lieu des convergences attendues.

Le Fonds monétaire international (FMI) contribue à gonfler encore un peu plus le volume des crédits disponibles sur le marché mondial. Il a décidé fin septembre 1978 de relever de 50 % ses programmes de crédit (pour les cinq prochaines années) pour ses 135 différents pays membres. Ajouté à l'augmentation des quote-parts de 1977, ce relèvement permet de doubler la masse financière du fonds (qui passe à 58,5 milliards de droits de tirage spéciaux DTS ou 146 milliards de D-Marks). Cet accroissement considérable — auquel le gouvernement ouest-allemand et d'autres étaient opposés — sera accompagné d'une nouvelle tendance à l'extension du crédit international et, par là même, de nouvelles poussées inflationnistes.

Le FMI tente évidemment par ce biais de revaloriser son rôle en matière de délivrance de crédits face aux grandes banques et aux « pétro-dollars », et essaie de subordonner l'octroi de prêts internationaux à des mesures de politique économique plus rigoureuses (dans le sens de la stabilité)¹⁸. Vue dans sa globalité, cette mesure du FMI retient surtout l'attention par le fait qu'elle permettra une nouvelle expansion du crédit au plan international. C'est à dire que cette mesure monétaire peut devenir une source supplémentaire et dangereuse de conflits dans la perspective d'une nouvelle récession¹⁹.

Cette évolution n'est pas uniquement le fait du FMI, elle correspond à une tendance générale dans la plupart des pays impérialistes, les Etats-Unis donnant le ton : depuis le début de 1977, le volume du crédit aux USA a augmenté de 14 % par an, tandis que la production industrielle ne croissait que de 5,5 %. Les études prospectives les plus récentes sur l'évolution de l'inflation parlent de 9,5 % à 10 % pour 1979.

Après l'annonce de la création du SME, le dollar a poursuivi sa chute libre jusqu'en octobre 1978. « Le sommet de Bonn n'a pas réussi au dollar » écrivait le *Franfurter Allgemeine Zeitung* en septembre; et on lisait deux mois plus tard : « Sur les marchés des devises, c'est la panique » (1.11.1978). En effet, le 31 octobre 1978, le dollar avait dégringolé jusqu'à un taux minimum record de 1,728 DM.

On est en droit de penser que l'annonce de la création du SME a provoqué une certaine spéculation sur le dollar, dans l'espoir d'éventuelles réévaluations des monnaies de la CEE par rapport au dollar avant la mise en place effective du nouveau système. En fait, les véritables raisons de cette nouvelle chute du dollar sont à rechercher dans l'évolution divergente de la force productive évoquée au paragraphe 4.

Alors que précédemment, le président Carter s'était contenté de faire quelques déclarations creuses face à la dégringolade du dollar, il s'est vu contraint le 2 novembre d'annoncer un important programme de soutien pour le dollar : une somme de 30 milliards de dollars composée pour 6 milliards de crédits ouest-allemands, pour 5 milliards de crédits japonais et pour 4 milliards de crédits suisses était désormais disponible pour venir en aide au dollar. Les USA annonçaient en même temps une politique de crédit plus rigoureuse (relèvement du taux d'escompte de 8,5 à 9,5 %; gel de 3 milliards de dollars environ par une augmentation des dépôts de réserve minimum).

En réalité, ces mesures qui avaient été accueillies très favorablement par les autres pays impérialistes et qui semblaient promises à quelque succès, n'ont pas apporté d'amélioration notable. A peine

deux mois plus tard, fin décembre 1978, de nouvelles interventions de soutien des banques centrales s'avéraient nécessaires. Au début de février 1979, le dollar oscillait entre 1,80 et 1,90 DM. Comme nous l'avons déjà évoqué il y a eu parallèlement à partir de la mi-janvier une « hausse Khomeiny » sur les marchés de métaux précieux (or, argent, platine). Le 6 février, l'or a atteint à nouveau un prix record avec plus de 250 dollars pour l'once d'or fin. Les agents de change américains de chez Merrill Lynch prévoient pour 1979 un abandon des achats de devises au profit de l'or qui pourrait monter à 300 dollars d'once. Cela signifie que la ruée sur les valeurs-réelles et l'or ou les autres métaux précieux s'est poursuivie, après un bref laps de temps, en tant qu'incarnation du temps de travail humain général; les effets négatifs et les dangers pour le commerce mondial et le système monétaire international, qui s'y rattachaient, réapparaissent au premier plan²⁰.

En fait, il semblerait que la « confiance » dans la monnaie américaine ne puisse être rétablie qu'à partir du moment où le gouvernement américain décide de manière claire d'accepter une nouvelle crise — comme l'a dit le chef de la banque centrale Miller (voir ci-dessus). On se retrouve donc dans une situation qui, si elle est évidemment absurde vue sous l'angle de la production sociale (étant donné que la crise implique une destruction massive de biens sociaux et des suppressions d'emploi), est tout à fait logique du point de vue capitaliste (car cette destruction même permet de stabiliser les profits, de relancer les investissements destinés à la rationalisation et donc d'augmenter la force productive).

8. Divergences au sein de la CEE : va-t-on vers une communauté de l'inflation ?

Enfin on a assisté au sein même de l'Europe capitaliste à des évolutions divergentes qui ont porté un rude coup au projet de SME.

Un premier événement vint assombrir l'horizon monétaire en octobre 1978, lorsqu'il fallut réévaluer le DM par rapport aux autres devises des pays du « serpent » (Danemark, Norvège, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas) et à l'Autriche, de 3 % en moyenne (ce qui équivalait également à dévaluer les autres devises de 3 %). En effet la Deutsche Bundesbank avait dû au cours des semaines précédentes dépenser 10 milliards de DM pour soutenir le cours des autres monnaies du « serpent » (c'est à dire acheter des florins, des francs belges, des couronnes danoises et norvégiennes à concurrence de cette somme). Étant donné que la Bundesbank était en droit de redouter

un gonflement de la masse monétaire en RFA même avec ces 10 milliards de DM supplémentaires et par là même une relance de l'inflation — c'est à dire que le taux d'inflation peu élevé et soigneusement surveillé de moins de 3 % risquait de grimper — elle était contrainte de prendre par rapport à son économie nationale le même type de mesures que Carter en novembre : elle décidait d'augmenter les réserves minimum de 9 %, c'est à dire qu'elle réduisait à nouveau le volume de crédit de la RFA. La Deutsche Bundesbank a tenu à souligner qu'il s'agissait de « mesures prudentes d'assainissement » (après la réévaluation et l'afflux de devises précédant); elle ajoutait qu'il « n'était absolument pas question de modifier notre politique de crédit », c'est à dire que cette démarche n'avait pas d'effet restrictif et ne devait pas servir à freiner la conjoncture (Frankfurter Rundschau du 20.10.78).

Les craintes exprimées dans ce contexte, et ce à juste titre, étaient les suivantes : si même dans le cadre du « petit serpent » on assiste déjà à de telles perturbations monétaires — alors qu'il y a redémarrage de l'économie ! — et si la Deutsche Bundesbank est obligée d'intervenir sur une aussi large échelle, bien que les pays concernés pratiquent une politique économique relativement proche de celle de la RFA, qu'advient-il à la Deutsche Bundesbank et au DM, et éventuellement même à d'autres devises « fortes », une fois le SME mis en place ?²¹

Les divergences les plus graves au sein de la CEE qui constituent aussi un obstacle pour la mise en place du SME, se situent principalement au niveau de la différence dans les taux d'inflation ainsi que dans l'évolution non concomitante de la force productive et de la production des différents états de la CEE.

C'est dans ce contexte qu'il convient d'apprécier les réserves formulées en RFA, principalement par la Deutsche Bundesbank, à l'égard du SME. Ces réserves se résument ainsi :

1. Le SME aboutit à la création d'une « communauté inflationniste » en Europe occidentale. Si la Bundesbank est dans l'obligation d'intervenir à chaque fois que d'autres monnaies (faibles) atteignent la limite inférieure (calculée au plus juste) de la marge de fluctuation admise, cela revient à importer le taux d'inflation plus élevé que connaissent d'autres pays.

2. Une grande part des réserves monétaires du gouvernement fédéral doit être mise à la disposition du Fonds monétaire européen. La République fédérale n'a plus alors la disposition exclusive de ces réserves, et peut être obligée à les engager dans une politique de crédit qui n'a pas son assentiment.

3. La Bundesbank est ainsi de moins en moins en mesure de mener une politique de stabilité, et dépend toujours plus de l'évolution du SME, sur lequel elle n'exerce aucune influence directe.

Manifestement, le plus grave reproche adressé ici au SME est qu'il puisse aboutir à la formation d'une communauté inflationniste. Le tableau suivant montre en effet combien sont importantes les différences entre les taux d'inflation des différents Etats-membres de la CEE.

Tabl. 2. Taux d'inflation dans la CEE²²

pays	taux d'inflation (coût de la vie) en %	période de référence (toujours par rapport à l'année précédente)
RFA	2,4	décembre 78
Pays-Bas	4,0	octobre 78
Belgique	3,8	octobre 78
Grande-Bretagne	8,4	décembre 78
France	9,7	décembre 78
Danemark	9,1	septembre 78
Italie	11,9	décembre 78

Les perspectives ouvertes par l'évolution de l'inflation dans les pays de la CEE confirment l'imminence de nouvelles hausses des taux d'inflation. Certes, ceci n'implique pas un élargissement de la fourchette entre les différents taux d'inflation — après tout, avec un écartement allant de 2,4 % à près de 12 %, soit cinq fois plus, elle est déjà suffisamment large. Mais l'élévation homogène des taux d'inflation amènera des problèmes supplémentaires, le taux d'inflation pouvant mettre en marche, lorsqu'il a atteint un certain point — comme en Italie — un processus pratiquement incontrôlable, et mettre ainsi un « Système Monétaire Européen » à l'épreuve d'une rupture possible²³.

Pour ce qui est du deuxième point de cette critique, il est un fait que la RFA dispose aujourd'hui d'une part qui est de loin la plus

importante des réserves en devises de la CEE – et que sa contribution au SME devrait se situer dans des proportions analogues.

Il faut mettre ensemble la Grande-Bretagne, l'Italie et la France pour arriver au niveau des réserves de devises de la RFA. Dans l'actuel modèle du SME, la RFA devrait apporter à ce fonds près de 10 milliards de dollars, ou 20 milliards de marks. Il n'est pas douteux que la RFA, et plus particulièrement la Bundesbank, soit capable de supporter sans trop de mal ce poids financier, et cela d'autant plus que son influence sur ce fonds sera sans nu doute très importante. Il semble que ce soit plutôt une « question de principe », le souci de ne pas « laisser mûrir ce problème », qui fonde ici les critiques adressées au SME.

Tabl. 3. Réserves en devises de la CEE (milieu 1978)²⁴

pays	en milliards de dollars	en %
RFA	40,7 mrd.	40,1
Grande-Bretagne	17,3	17,6
Italie	13,2	13,2
France	11,6	11,4
Pays-Bas	8,0	7,9
Belgique/Luxembourg	5,9	5,8
Danemark	2,7	2,7
Irlande	2,0	2,0
total	101,4	100,0

On considère les réserves de devises comme un trésor national pour les périodes de vaches maigres – une preuve supplémentaire de la persistance d'une dominante nationale, voire nationaliste, dans les systèmes de pensée.

Avec la troisième critique formulée du côté ouest-allemand, on touche à nouveau à une question plus sérieuse (liée d'ailleurs étroitement au premier point). Si l'on n'arrive pas à faire que la CEE

devienne un Etat, une nation (ce qu'actuellement personne n'envisage sérieusement pour les trois ans à venir), c'est-à-dire si les différences entre les taux d'inflation restent aussi importantes qu'elles le sont aujourd'hui (différences fondées dans une croissance économique et une politique économique différentes selon chaque Etat), la Deutsche Bank, qui représente la plus forte monnaie de SME, aura un rôle-clé dans l'harmonisation du système SME. La politique qu'elle se verrait alors probablement imposer par le SME, consistant en des achats de devises étrangères et ainsi en un gonflement de la masse monétaire en D-marks, pourrait alors se trouver en contradiction directe avec une politique économique « nationale » (politique de stabilité).

De toute évidence, les auteurs du modèle SME ne s'attendaient pas à ce que cette critique se manifeste avec une telle virulence; il semble surtout que l'on n'ait pas tenu compte des vérités qui se cachaient derrière cette critique. Ainsi, de juillet 1978 à la fin de la même année, le modèle SME originel a subi un nombre assez important de transformations, qui avaient toutes en commun de prévenir cette critique : les « marges de fluctuation » furent élargies (passant des 1 % d'origine à 2,5 % par la suite, soit au total, ces 2,5 % étant aussi bien un plancher qu'un plafond, 5 % de fluctuation possible du cours sans qu'interviennent les banques centrales); pour certains pays, telle l'Italie, on a eu recours à des solutions d'exception (une fluctuation encore plus importante des cours sans intervention des banques centrales), tandis que d'autres se les voyaient proposer (Grande-Bretagne); on s'est mis finalement d'accord sur une solution dans laquelle la Grande-Bretagne ne participerait pas au SME et suivrait toute l'affaire du banc de touche. En outre, on a réduit le poids politique et économique du Fonds européen prévu, ce qui revenait une nouvelle fois à accorder une importance accrue aux banques centrales nationales — et à la politique économique nationale.

Ce rafistolage entrepris au cours du deuxième semestre 1978 a montré que le modèle SME ne pouvait cacher les contradictions internes de la CEE, contradictions qui ont éclaté au grand jour alors même que ce concept n'existait encore que sur le papier. Enfin, il est apparu que ces tentatives elles-mêmes ne suffisaient pas à permettre que le SME puisse réellement entrer en vigueur à la date du 2 janvier 1979.

9. Le SME comme instrument de la lutte des classes

Si l'on part d'une analyse matérialiste, on retrouve derrière le modèle, apparemment « abstrait » et « sans intérêt » pour le mou-

vement ouvrier, d'une monnaie européenne et d'un fonds monétaire européen, *les lois de la concurrence capitaliste et de la lutte des classes* — avec des conséquences négatives pour le mouvement ouvrier :

— de la même manière que les mouvements monétaires sont le résultat d'inégalités dans l'évolution capitaliste, le nouveau modèle monétaire accentuera ces inégalités d'évolution. La concurrence intra-impérialiste — non seulement entre les USA et la CEE, mais aussi au sein même de la CEE ! — va aller s'accroissant, et exercer une nouvelle pression d'autant plus forte, visant, par une attaque en règle contre la classe ouvrière, à déserrer l'étau qui amenuise profits et marchés. L'« ouverture » de la CEE à de nouveaux pays (Grèce, Portugal, Espagne), annoncée en juillet 1978 lors de la conférence au sommet de la CEE à Brême, revient en fait à une tentative d'élargissement de l'« arrière-cour » de la CEE, particulièrement sous-développée et exploitée (et représentée jusque là par l'Irlande et l'Italie méridionale).

Le Fond monétaire européen (FECOM) remplit lui-même une importante fonction dans la politique de classes : l'octroi implicite de crédits à certains Etats-membres, lorsqu'il a atteint une certaine somme, doit être assorti d'obligations de nature politico-économique (comme dans le cas du Fonds monétaire international). Il s'agit en somme de faire d'une pierre deux coups : d'une part, la « communauté » (impérialiste) fait en sorte, en leur imposant un cours de stabilité (attaques contre le niveau de vie de la classe ouvrière, accroissement du chômage par suite de la « modernisation » de l'économie, etc.), de « stabiliser » les pays « faibles » (qui sont en général ceux où la classe ouvrière est aussi la plus combattive). D'autre part, cette « matraque » employée par la CEE au service de la politique de classes facilite aux gouvernements de ces pays « faibles » la mise en application d'une telle politique, avec l'aval des syndicats : les gouvernements en question ne peuvent être tenus pour directement responsables... Les mécontents ne peuvent s'en prendre qu'à une institution appelée « Communauté européenne », largement impersonnelle... Les exemples de l'Italie, où la CEE, non sans un certain succès, a assorti un tel prêt d'obligations politico-économiques, et de la Grande-Bretagne, où l'octroi d'un crédit du Fonds Monétaire International a donné lieu au même procédé, sont particulièrement significatifs de cet état de choses.

Enfin, le SME et les autres modèles d'unification de la CEE, pour peu qu'ils passent dans les faits, sont synonymes du renforcement des puissances impérialistes de la CEE, et de la bourgeoisie européenne. Un tel processus permet surtout aux plus stables parmi les Etats impérialistes, et en premier lieu à la RFA, de raffermir leur

position et de s'adjuger ainsi, de plus en plus, le rôle de gardiens de la politique de classe en Europe occidentale. Tout ceci signifie en dernier ressort un affaiblissement du mouvement ouvrier européen et suscite la menace d'une bourgeoisie qui avancerait d'un pas sur la voie de la réalisation de son objectif : répondre, par une attaque en règle contre le mouvement ouvrier, aux graves crises qui se préparent.

10. SME et parlement européen — un projet chancelant

Jusqu'à présent. Le SME n'est pas entré en vigueur. Les négociations sur les montants compensatoires agricoles, de l'issue desquelles la France, initiatrice du projet, fait dépendre sa participation — et le couple France-RFA est la véritable armature du SME — ont débuté en février 1979. Il n'a encore été fait état d'aucune supposition quant à l'éventualité d'un échec du projet *dans son ensemble* — trop de prestige politique, dans le cas en particulier du gouvernement de Giscard d'Estaing, est ici en jeu. Il apparaît plus vraisemblable que, après quelques affrontements pour la forme et compromis divers, on s'entendra sur un report de la date de mise en route du SME. Mais n'excluons pas entièrement la possibilité d'un échec complet — s'il est un lieu où le repli sur des positions nationalistes et les revirements politiques — relativement — irrationnels sont toujours de mise, c'est bien dans la politique façon CEE.²⁵

Nous ne considérons pas comme prioritaire le fait de savoir si le SME entrera en vigueur et, dans le cas d'une réponse affirmative, à quelle date. Une seule chose est sûre : plus on diffère la mise en route du SME, plus se multiplient les attermoissements de certains Etats de la CEE, et plus sera difficile cette mise en route, ainsi qu'un fonctionnement tant soit peu satisfaisant de ce système. En effet, les événements sur le front monétaire, la perspective d'une nouvelle récession américaine — pouvant entraîner une nouvelle récession internationale —, et le développement des divergences au sein même de l'Europe, tout cela *diminue objectivement les possibilités d'une politique d'unification de la CEE*, les bâtisseurs et les mentors du SME étant désormais gravement pressés par le temps. S'il est une chose évidente, c'est bien qu'une unification de la politique monétaire en Europe occidentale ne peut guère aboutir ni durer lorsque la récession économique montre le bout de son nez, et moins encore pendant la crise elle-même. La crise de 1974/75 et l'expérience du « grand serpent » l'ont démontré. Enfin, il est permis entre temps de tenir pour sûr le fait que le SME, même s'il devait entrer dès aujourd'hui dans les faits, ne constituerait pas une véritable percée dans le processus d'unification de la CEE et serait donc im-

propre à faire de la CEE le rempart tant désiré contre les USA et le Japon, dans la concurrence que se livrent entre eux les Etats impérialistes. Les partisans du SME ont mis trop d'eau dans leur vin depuis juillet 1978 pour que le SME puisse encore remplir cette fonction; et, depuis cette date, la CEE a été le théâtre connu de trop d'évolutions, trop importantes et trop visiblement divergentes. Entre temps, il est un « semblant de fonction que l'on ne peut contester au SME : telle une courroie de transmission, ce modèle transmettra des taux d'inflation élevés et très élevés à des pays où ceux-ci sont plus bas, et en premier lieu à la RFA : en 1979, à une époque où l'on s'attend généralement à une poursuite de l'accroissement des taux d'inflation, la création de taux de change fixes à l'intérieur de la CEE, assortie de l'obligation faite aux banques centrales d'intervenir, ne peut guère avoir d'autre effet — à moins que l'on ne s'accommode d'une succession relativement rapide de réévaluations et de dévaluations, ce qui cependant rendrait absurde, en fin de compte, le SME.

Toutefois, l'aspect *décisif* est celui-ci : *le SME met la charrue avant les bœufs*. Au lieu de créer d'abord les instruments d'une politique économique commune, ce qui revient finalement à créer un gouvernement ouest-européen et un Etat ouest-européen, le SME doit uniquement rendre possible une coordination de la politique monétaire de la CEE. A plus ou moins brève échéance, le projet du SME s'expose ainsi au problème de fond, problème auquel les Etats capitalistes d'Europe occidentale, avant même que ne sèche l'encre au bas du Traité de Rome (concernant le Marché commun), étaient déjà confrontés : l'unification de la CEE est du ressort des différents Etats/nations de la CEE et implique le dépassement de la CEE vers un Etat/nation européen; c'est à ce prix qu'elle a des chances d'aboutir et de réaliser son objectif : tenir tête à la puissance économique conjuguée des USA et du « défi japonais ».

Winfried Wolf

18 février 1979

(Traduction de Josiane Mély et Patrick Démerin)

NOTES

1. Lorsque, le 19 décembre 1971, le dollar fut massivement dévalué par rapport aux autres pays impérialistes et à l'or — de 13 % par rapport au mark — et que fut mis là provisoirement un point final à l'effondrement du système monétaire international de Bretton Woods, le président américain Richard Nixon présenta ce compromis, désastreux pour les USA et de courte durée pour tous, comme « l'accord monétaire le plus significatif qui ait été signé dans l'histoire universelle » (Frankfurter Rundschau du 20.12.71; voir dans un contexte plus général : Ernest Mandel, *der Sturz des Dollars*, Olle & Wolter, Berlin 1973, en particulier p. 102 et suiv.
2. De même qu'il ne fait guère de doute que la capital ouest-allemand doit craindre en premier lieu d'importer, avec le SME, les taux élevés d'inflation que connaissent la

Grande-Bretagne, l'Italie ou la France, de même il n'est guère douteux que le « bacille de la lutte des classes » menacera également le capital ouest-allemand. En regard des récents événements, il est toutefois intéressant de constater que la grève de 1978/79 dans la sidérurgie ouest-allemande a pour la première fois enfreint cette règle : la revendication de la semaine de 35 heures et le combat pour celle-ci ont porté la classe ouvrière de RFA à la pointe des luttes de classes qui ont lieu dans ce domaine en Europe occidentale. Il est prouvé que cette lutte a eu des incidences sur les discussions et les luttes de la classe ouvrière d'autres pays – ainsi, par exemple, a-t-elle fait avancer la lutte des sidérurgistes français.

3. On notera dans ce contexte l'offensive-surprise de l'industrie automobile américaine sur le marché de la CEE. On en est arrivé à une situation grotesque où l'on voit les grosses conduites intérieures américaines de General Motors, Ford et bientôt Chrysler, toutes spécialement adaptées aux marchés de la CEE et de la RFA, exportées en Europe occidentale, où elles entrent en une concurrence effrénée avec les meilleures productions de leurs propres filiales, Adam Opel AG., Ford et Chrysler-Simca (Matra-Sunbeam).
4. Ceci concerne également, tout au moins en partie, les détenteurs privés d'importants avoirs en dollars. « Les détenteurs d'importants avoirs en dollars-papier acceptent de perdre chaque année un peu de leur capital (...), car ils subiraient des pertes encore plus importantes s'ils se débarrassaient d'un coup de leurs dollars : le marché des changes réagit en effet à toute vente massive par des baisses très importantes. » E. Mandel, *Perspektiven der internationalen kapitalistischen Wirtschaft* (Perspectives de l'économie capitaliste internationale), in : *Inprekor*, numéro spécial-économie 96 du 1.2.1979).
5. La part des exportations de la RFA vers les USA par rapport à l'ensemble des exportations de la RFA se situe donc ici encore à près de 7 %. En 1971, elle était de 9,7 % et elle fut ensuite réduite presque de moitié jusqu'en 1976 par la crise économique mondiale – elle se situait à 5 % pendant le premier semestre 1976. Voir ici : Ernest Mandel/Winfried Wolf, *Ende der Krise oder Krise ohne Ende* (Fin de la crise ou crise sans fin), Wagenbach, Berlin 1977, p. 156 ss. Les chiffres de 1977/78 proviennent des rapports mensuels de la Deutsche Bundesbank. Voir pour de plus amples développements sur la situation de l'économie américaine fin 1978 : E. Mandel, *Perspektiven...*, op. cit.

Il est grotesque d'affirmer, comme le fait, dans son n.142 du 13.11.78, le « Arbeiterkampf », organe du Kommunistischer Bund, dans une longue analyse de la chute du dollar et du SME, que « la situation de l'impérialisme US était caractérisée ces dernières années par une crise grave et persistante (!). Le fort taux de chômage et la croissance du taux d'inflation ont détérioré la condition de la classe ouvrière (...) Un recul de la production (?) et un abaissement du profit (!?) des entreprises, en particulier dans l'exportation, en furent une conséquence. » (En corrélation avec cette présentation simpliste des faits, l'article reprend aussi le cliché selon lequel les causes du déficit de la balance commerciale seraient à rechercher dans le seul « accroissement des importations de pétrole du Proche-Orient »).

Ce genre de raisonnement équivaut à mettre sur le même plan la « crise capitaliste » et la « condition de la classe ouvrière » et met ainsi sous le tapis, voire bagatellise le caractère véritable du mode de production capitaliste et le fait que le profit est son but exclusif.

6. Ernest Mandel, *der Sturz des Dollars* (24.8.71), op. cit. p. 103.
7. E. Mandel, *Der freie Fall des Dollars* (La chute libre du dollar), in *Inprekor/Intercontinental Press* n.26 du 14.4.1978.
8. Pour la non-concomitance de l'évolution technologique, on se reportera pour plus

de précisions à : Peter Bartelheimer/Winfried Wolf, *Neue Technologien und BRD-Kapital* (Nouvelles technologies et capital ouest-allemand), in *Die Internationale* n. 14/15, p. 7; en particulier les pages 50 et suiv.

9. Sources et calculs d'après : J. Kuczynski, *die Geschichte der Lage der Arbeiterklasse* (Histoire de la condition ouvrière), Berlin 1963, vol. 7a, p.264 et 527; Etudes statistiques annuelles de RFA 1959, (p.58), 1975 (p.639) et 1978 (p.648).
10. Selon le National Institute Economic Review de nov. 1978, les exportations de la RFA pour le second quartal 1978 se placent, avec 34,8 mrds. de dollars, avant celles des USA (33,7 mrds. dollars); pour le premier semestre 1978, la RFA a exporté pour 67,2 mrds de dollars et les USA pour 64,8 mrds. de dollars. La différence dans l'évolution (réelle) du volume des exportations provient du fait qu'une grande part de la progression nominale des exportations de la RFA est due à la dévaluation du dollar. Il faut rappeler par ailleurs que, pour ce qui est du marché international d'exportation des produits de l'industrie de transformation, la RFA mit, dès 1970, un terme à l'hégémonie des USA; fin 1978, la part de la RFA est ici de près de 21 %, alors que celle des Etats-Unis est de 15,5 %. En un certain sens, ces chiffres en disent plus long sur l'évolution de la force productive dans l'industrie que ceux du *total* des exportations c'est-à-dire comprenant également les exportations de matières premières et de produits agricoles). Pour les chiffres, se référer à : E. Mandel, *Die Perspektiven...*, op. cit.
11. La Wirtschaftswoche a fait de ce sujet son titre principal dans son numéro du 29.1.1979. On y mentionne, pour le trust Siemens, le chiffre de 9 mrd. de marks en argent liquide et, pour Volkswagen, celui de 6 mrd. de marks. Signalons que les trusts sidérurgiques de RFA sont eux aussi dans une situation analogue, eux qui, tout au moins jusqu'à la grève des sidérurgistes, prétendaient être au plus bas de la crise. (W. Wolf, *Flaute bei Stahl ?* (Stagnation dans l'acier ?), in : was tun n.246 du 25.1.1979; voir aussi : Wirtschaftswoche n.7 du 12.2.1979).
12. Voir Mandel, *Der Sturz des Dollars* (la chute du dollar) p.141. Détails sur le SME dans « Was Tun » 243 du 1.5.79.
13. Voir Mandel-Wolf, *Ende der Krise oder Krise ohne Ende ?* (Fin de la crise ou crise sans fin ?) Berlin-Ouest, Wagenbach Verlag pp.141
14. En 1975, à 43 % des exportations de la RFA et 35,4 % de ses investissements à l'étranger ont été réalisés à l'intérieur de la CEE. Si l'on y ajoute les pays de l'AELE, et les pays proches de la CEE comme la Turquie, la Grèce et l'Espagne, — ce qui est tout à fait logique dans le cadre d'une analyse matérialiste étant donné le degré d'interdépendance économique et les accords existants avec la CEE —, on constate que : 62,1 % des exportations de marchandises de la RFA restent dans cette zone européenne élargie tandis que la CEE y réalise 58,6 % de ses investissements directs. Mandel et Wolf, *ibid.* p. 158.
15. Voir le Monde du 9.10.1978.
16. Il est évident que les objectifs poursuivis dans ce contexte ne sont pas seulement avantageux et actuels pour les seuls Etats de la CEE. Par exemple, le Japon a l'intention lors de la prochaine réunion au sommet des « Sept » (à savoir les puissances impérialistes les plus importantes) à Tokio en juin prochain de proposer un « serpent » pour toutes les devises impérialistes les plus importantes. Les USA ont déjà donné leur accord de principe pour ce projet, mais pensent que l'heure n'est pas encore venue » et qu'il est d'abord nécessaire d'harmoniser les taux d'inflation jusqu'à présent différents des pays concernés. (Le Japon veut aussi un serpent pour le yen, article du FAZ Frankfurter Allgemeine Zeitung du 12.2.1979.)
17. Les cinq aspects du SME mentionnés ici sont aussi les plus importants. Un autre aspect, aujourd'hui secondaire, réside dans la tentative de se protéger des exigences formulées par les Etats-Unis à l'endroit de la RFA : à l'époque des préparatifs pour le SME de

juin/juillet 1978, les USA lancèrent des attaques massives contre le gouvernement Schmidt, lui reprochant – au contraire des USA – de ne pas jeter tout son poids économique dans la balance afin de relancer l'économie mondiale, et lui reprochant donc de mener une politique de stabilité par trop restrictive. Cette exigence était bien entendu partagé par les Etats faibles de la CEE. Le concept du SME développé au sommet communautaire de Brême aboutit lors de la conférence internationale au sommet qui eut lieu ensuite à Bonn, à la création d'une phalange unitaire des Etats-membres de la CEE, ce qui mit le gouvernement américain dans l'incapacité d'assurer le succès des revendications qu'il liait à cette critique. Indiquons pour finir que certains secteurs de la CEE ont un tout particulièrement intérêt à ce que se réalise une alliance monétaire dans le cadre de la CEE. Ainsi l'association française de l'industrie chimique déplorait-elle au début février que, « dans la chimie européenne, l'importation de matières premières et d'énergie, de même que l'exportation de produits finis aient lieu principalement sur la base du dollar et soient par là même dépendantes fluctuations importantes et rapides de la monnaie américaine. « Nous ne pouvons donc qu'appeler de nos vœux la création d'une véritable monnaie européenne », précise la fédération française de la chimie » (d'après : Blick durch die Wirtschaft du 9.2.1979). ouest-européens ou aux multinationales dont les activités se concentrent plus particulièrement en Europe : les turbulences que connaît actuellement le secteur monétaire leur posent un certain nombre de problèmes qu'une entente monétaire européenne permettrait de supprimer, ou tout au moins de réduire. Aussi les multinationales placent-elles leurs liquidités en différentes monnaies et selon des poids différents, afin d'être assurées en cas de dévaluation. Pour la même raison, c'est aussi en différentes monnaies que l'on ouvre des crédits. L'ancien directeur général de l'Institut de Crédit suisse, Heinz R. Wuffli, a établi pour les banques de « nouvelles règles dans les relations avec les multinationales », dans lesquelles, ce référant à cette situation, il constate qu'« il devient désormais de plus en plus difficile pour les banques d'évaluer la solvabilité de leurs clients », car il faut prendre en considération les fluctuations possibles ou vraisemblables des cours, et leurs implications sur chacune des multinationales. In Wirtschaftswoche, n° 4 du 22.1.1979.

18. Les crédits (« droits de tirage ») que peut obtenir tout Etat – membre auprès du FMI se répartissent en cinq catégories. Si les deux premières « tranches de crédit » sont pratiquement accordées sans aucune condition préalable, les implications politico-économiques apparaissent plus massivement avec chacune des trois autres tranches, le FMI imposant une politique de stabilité à ces pays, qui va fréquemment jusqu'à préciser les plus petits détails. Les grandes banques, auprès desquelles les pays de l'OPEC, après la « crise du pétrole », déposeront leurs énormes excédents en devises, intervinrent en octroyant des crédits importants sans obligations. En plus des dangers auxquels, de leur propre chef, les grandes banques s'exposèrent alors – et auxquels elles continuent de s'exposer – (et des réactions en chaîne que provoquerait l'effondrement d'une grande banque), le Frankfurter Allgemeine Zeitung, se faisant le porte-parole des intérêts de la grande bourgeoisie, résume ainsi la situation : « Il est tout à fait inadmissible que des pays qui gèrent mal leur maison puissent continuer à s'endetter sans être incités à un changement, depuis longtemps nécessaire, du cours de leur politique économique, comme ce serait le cas dans toute utilisation du fonds. » (FAZ du 22.9.78).
19. « Le monde ne souffre pas d'un manque de liquidités, mais bien d'un excédent dangereux de liquidités. On ne peut que mettre expressément en garde contre la délivrance de nouveaux droits de tirage spéciaux, contre la création d'un potentiel inflationniste encore plus important. » (Le Frankfurter Allgemeine Zeitung, la veille de la décision du FMI).
20. Avec le prix de l'or, on constata également une hausse spectaculaire du prix de l'argent, lequel, à 7,37 dollar l'once, atteignit lui aussi un prix record, encore jamais atteint; de

même pour le platine, dont le prix atteignit jusqu'à 414 dollar l'once (chiffres tirés principalement des *Blick durch die Wirtschaft* du 3.3.1979 et du 12.2.1979, et du *FAZ* du 8.2.1979). La personnalisation, jointe à une approche idéaliste de cet abandon du dollar est le prétexte à de véritables morceaux d'anthologie, jusque dans des journaux bourgeois d'ordinaire plus sérieux : « L'ayatollah fait monter les prix des matières premières : le retour de Khomeiny à Téhéran fait éclater des tumultes dans les Bourses de métaux précieux » (*Wirtschaftswoche* du 12.2.1979). De nombreux indices permettent cependant de penser que l'évolution du secteur monétaire en février, telle qu'elle a été décrite ici, n'est nullement due en premier lieu aux événements d'Iran, mais bien plutôt à l'arrêt progressif des effets des mesures de soutien engagées au mois de novembre par le programme de Carter. Un numéro de *Blick durch die Wirtschaft* tenait pour « remarquable, même si elle devait rester sans suites », l'évolution suivante : « Après que l'évolution du prix de l'or n'ait fait pendant des mois que refléter les instabilités de l'évolution de la monnaie américaine sur le marché des changes, il manifeste depuis peu des tendances tout à fait autonomes : pour des variations peu importantes des cours du dollar, le prix (de l'or) a augmenté ces derniers temps de façon très sensible, ce qui a conduit également à une augmentation de la valeur exprimée dans d'autres monnaies. Un investisseur allemand, qui voudrait aujourd'hui acheter un petit lingot d'or de 50 grammes, aurait à déboursier, TVA comprise, 806 marks environ. Au milieu de ce mois, il pouvait acheter le même lingot pour 750 ou 760 marks. » (*Blick durch die Wirtschaft, Das Gold hängt nicht mehr am Dollar* (l'or ne dépend plus du dollar), 29.1.1979. Signalons que, dix jours plus tard, il fallait encore payer 35 marks de plus pour le même lingot).

21. La décision de la Bundesbank d'octobre 1978 faisait d'ailleurs déjà l'effet d'une mise en garde contre une application plus restrictive, ce que le gouvernement fédéral nia vainement à cette époque. Cela fut clairement confirmé par une nouvelle augmentation des réserves minimum et une augmentation du taux d'escompte en janvier qui fut loin de faire l'unanimité dans le gouvernement fédéral. Vu le taux d'inflation extrêmement bas de la RFA et une croissance économique en légère accélération, il paraît difficile d'admettre que cette évolution serve les intérêts de l'ensemble de la bourgeoisie. C'est qu'elle cache en dernier ressort une politique financière axée jusqu'à l'extrême sur la stabilité monétaire et un bas taux d'inflation, politique qui s'accommode délibérément d'une mise en veilleuse des intérêts favorables à l'expansion économique.
22. Sources : *Wirtschaftswoche* du 12.2.1979; *Economist* du 18.11.1978; *Blick durch die Wirtschaft* du 7.1.1979 et du 29.1.1979.
23. Dans un assez long article du *FAZ*, Karl Jetter, se penchant plus particulièrement sur la divergence dans l'évolution du franc et du mark, constatait : « Le décalage dans l'inflation entre le mark et le franc n'a fait que s'accroître. Dans les années 60, sous de Gaulle, il était en moyenne de 1,3 % (Allemagne : 2,7 %, France : 4 %); durant la première moitié des années 70, avec Pompidou, il était de 2,7 % (6,1 % et 8,8 %). Depuis l'entrée en fonctions de Giscard d'Estaing, on ne peut même plus parler de décalage : le taux d'inflation français a cru jusqu'à atteindre deux fois le taux d'inflation allemand en 1976, puis deux fois et demi en 1977, puis quatre fois le taux allemand l'année dernière (2,4 % et 9,7 %). » Pour finir, l'auteur met indirectement en cause le décalage dans la productivité lorsqu'il écrit : « Il est pour le moins significatif que, avec une dévaluation permanente et exagérée du franc, les exportations françaises, malgré la diminution des importations de biens d'investissement d'Allemagne, ne parviennent que difficilement à équilibrer la balance commerciale, tandis que la République Fédérale, malgré la réévaluation du mark, affiche un solde positif de plus de 40 milliards de marks. » Le franc peut-il encore être sauvé ? (in *FAZ* du 10.2.1979).
24. D'après *Frankfurter Rundschau* du 20.10.1978.

25. Les déclarations faites au début février à Francfort, lors de la « World Business Conference », par des représentants de premier plan du capital et des banques communautaires tendraient plutôt à confirmer l'éventualité d'une rapide mise en application du SME. Le président de la Deutsche Bundesbank, Emminger, le président de la banque centrale britannique, Gordon Richardson, et le vice-président de la CEE, Ortoli, réitérèrent expressément leur attachement au SME (Frankfurter Rundschau et FAZ du 15.2.1979). Le début des conversations sur les montants compensatoires agricoles va cependant dans le sens opposé, de sorte que le FAZ, dans un éditorial intitulé « Dans l'impasse », constate : « A présent » – depuis qu'il est devenu évident que la discussion sur les montants compensatoires agricoles a mené dans une impasse – « la crédibilité de tout ce projet (SME) est remise en question et l'on peut s'attendre à de graves répercussions. » Le FAZ rend alors responsable d'un éventuel échec et d'ores et déjà de la situation présente le fait que le projet du SME ait été conçu « comme une opération ultra-secrète de commando » par Schmidt et Giscard d'Estaing (ce qui n'est en fait, en aucun cas, la raison essentielle) et conclut : « Le danger de la désintégration (de la CEE; W.W.) n'en est devenu que plus important. Avec la crise iranienne, les prochains mois verront surgir de nouveaux problèmes. On s'attend à Bruxelles à une pression croissante d'intérêts protectionnistes (...) Plus personne ne comprend que ce soit précisément les initiateurs de ce projet (la France et la RFA; W.W.) qui mettent à présent toute cette entreprise en danger. Schmidt et Giscard ne peuvent guère espérer rencontrer beaucoup de compréhension. » (FAZ du 19.2.1979)